

RAPPORT D'ACTIVITÉ
ACTIVITY REPORT

EUROGIP

2007



Pour comprendre
les risques professionnels
en Europe ★

★ Understanding
occupational risks
in Europe



EUROGIP

GLOSSAIRE / GLOSSARY

AT : Accidents du travail /
Accidents at work

CAT-MP : Commission des accidents du travail et des maladies professionnelles /
Accidents at Work and Occupational Diseases Commission

CGSS : Caisse générale de la Sécurité sociale (dans les DOM-TOM) /
Overseas Health Insurance Fund

CNAMTS : Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés /
National Health Insurance Fund for Employees

CRAM : Caisse régionale d'assurance maladie /
Regional Health Insurance Fund

DRP : Direction des risques professionnels de la CNAMTS /
the Occupational Risks Department of the CNAMTS

INRS : Institut national de recherche et de sécurité /
National Research and Safety Institute

MP : Maladies professionnelles /
Occupational Diseases

SST : Sécurité et santé au travail /
Safety and health at work

LA BRANCHE AT-MP DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Elle gère l'assurance contre les accidents du travail et de trajet (**AT**) et les maladies professionnelles (**MP**) des salariés du régime général (industrie, commerce et services) et met en œuvre la politique de prévention des risques professionnels.

LE RÉSEAU PRÉVENTION DE LA BRANCHE AT-MP

Il regroupe la Direction des risques professionnels (**DRP**) de la CNAMTS, les services prévention et tarification des **CRAM*** et **CGSS*** ainsi que l'**INRS*** et **EUROGIP**.

* voir glossaire ci-contre

THE OCCUPATIONAL INJURIES BRANCH OF THE SOCIAL SECURITY SYSTEM

This Branch manages legal insurance against accidents at work, commuting accidents and occupational diseases for employees under the general Social Security system (industry, trade and services). It implements occupational risk prevention policy.

THE PREVENTION NETWORK OF THE OCCUPATIONAL INJURIES BRANCH

The Network comprises the Occupational Risks Department (**DRP***) of the CNAMTS, the Prevention and Risk-rating Departments of the **CRAM*** and **CGSS***, **INRS*** and **EUROGIP**.

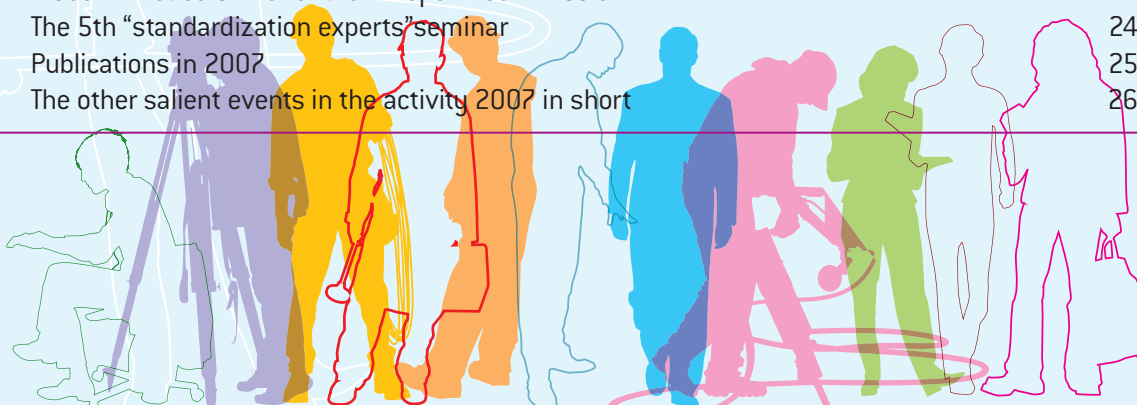
* see glossary

SOMMAIRE

	page
EUROGIP en bref	4
Le message du Directeur d'EUROGIP	5
Les faits marquants de l'activité d'EUROGIP en 2007	6
Les orientations stratégiques 2007-2011	6
La stratégie normalisation du Réseau Prévention	7
Un jumelage léger France-Tunisie	8
Les TMS d'origine professionnelle en Europe	9
Une enquête sur l'évaluation des risques en Europe	10
Le Centre thématique "Environnement de travail"	11
Un éclairage européen sur la codification des AT	11
Un guide de bonnes pratiques pour la Commission européenne	12
Le 5e séminaire des "experts normalisation"	12
Les publications parues en 2007	13
Les autres faits de l'activité 2007 en bref	14

CONTENTS

EUROGIP in short	16
Message from the Managing Director	17
Highlights of EUROGIP activity in the year 2007	18
Strategic guidelines 2007-2011	18
Standardization strategy of the OH&S Network	19
Light twinning cooperation France-Tunisia	20
Work-related MSD in Europe	21
A survey on risk assessment in Europe	22
"Working Environment" Topic Centre	23
Coding of accidents at work: a European perspective	23
A Good Practice Guide for the European Commission	24
The 5th "standardization experts" seminar	24
Publications in 2007	25
The other salient events in the activity 2007 in short	26



EUROGIP EN BREF

MISSION

Animer, coordonner et développer au plan européen les actions de la Branche "accidents du travail - maladies professionnelles" de la Sécurité sociale française.

ACTIVITÉS

information-communication
enquêtes
projets
normalisation
coordination des organismes notifiés

CRÉATION

novembre **1991**

Mandat renouvelé en septembre 2001
pour 10 ans.

EFFECTIF

13 personnes

BUDGET 2007

1,440 million d'euros

RESSOURCES

70% environ du Fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (alimenté par les cotisations payées par les entreprises et géré par la CNAMTS*)
30% de contrats signés avec les pouvoirs publics français et les autorités communautaires

STATUT

GIP Groupement d'intérêt public constitué par la CNAMTS* et l'INRS*

ADMINISTRATION

Conseil paritaire composé de 10 membres titulaires représentant les employeurs et les organisations syndicales (6 administrateurs sont nommés par la CNAMTS* et 4 par l'INRS*)

* Voir glossaire page 2



LE MESSAGE DU DIRECTEUR



L'année 2007 restera marquée par des changements structurels et par l'adoption du cadre de référence des actions à réaliser ces prochaines années.



Le premier changement concerne la désignation d'un nouveau Conseil d'administration, le 11 mai, et d'un nouveau président. Anne Héger, représentant le collège employeurs, a été élue à la présidence d'EUROGIP, à l'unanimité, et Ronald Schouller, représentant le collège salariés, à la vice-présidence. Il est à noter que le Conseil a décidé d'alterner présidence et vice-présidence à mi-mandat ; une première dans la vie du Groupement.

Raphaël Haeflinger, directeur d'EUROGIP depuis le 1^{er} juillet 2007

Le second changement concerne la direction d'EUROGIP. Marie-Chantal Blandin, qui a occupé cette fonction depuis la création du Groupement en novembre 1991, a rejoint la Direction des risques professionnels de la CNAMTS. Je lui rends hommage pour le travail qu'elle a accompli avec toute l'équipe et pour l'évolution qu'a connue EUROGIP depuis sa création.*

Outre ces changements structurels, l'autre fait important en 2007 est l'adoption d'orientations stratégiques pour les années à venir : pour la programmation et la réalisation de l'ensemble des actions d'EUROGIP d'une part, pour l'activité normalisation en particulier d'autre part. Ces orientations sont déterminantes pour adapter les travaux d'EUROGIP à un contexte de forte mutation au plan européen et international. Elles s'inscrivent également dans la volonté de la branche AT-MP de poursuivre et d'accentuer sur certains champs sa connaissance et son influence en matière de risques professionnels en Europe.*

* voir glossaire page 2



LES FAITS MARQUANTS DE L'ACTIVITÉ D'EUROGIP EN 2007

Les orientations stratégiques 2007-2011

Le Conseil d'administration a adopté les orientations pour la programmation et la réalisation des actions d'EUROGIP pour les années à venir. Tout en s'inscrivant dans le champ des missions confiées au Groupement en 2001⁽¹⁾, ces orientations tiennent compte des changements, intervenus ou en cours, au niveau européen et mondial, qui influent sur le contexte économique et social et génèrent des besoins nouveaux d'investigation.

[1] EUROGIP a été créé en 1991 sous la forme d'un groupement d'intérêt public pour 10 ans et son mandat a été renouvelé pour 10 ans en 2001.

* Voir glossaire page 2

Les orientations stratégiques concernant l'ensemble des activités d'EUROGIP pour les années 2007-2011 résultent d'entretiens réalisés avec les organisations patronales et syndicales, le Directeur des risques professionnels de la CNAMTS*, le Directeur Général de l'INRS*, et cinq Ingénieurs conseils régionaux des CRAM*. Elles s'articulent autour de deux axes de travail.

• La prévention des risques professionnels

Les orientations mettent l'accent sur les changements majeurs qui affectent de façon directe ou indirecte les conditions de travail dans les entreprises européennes. C'est le cas notamment de l'élargissement de l'Union européenne de mai 2004 et de l'augmentation consécutive des flux migratoires de personnel et d'entreprises ayant des pratiques et des cultures de prévention souvent différentes.

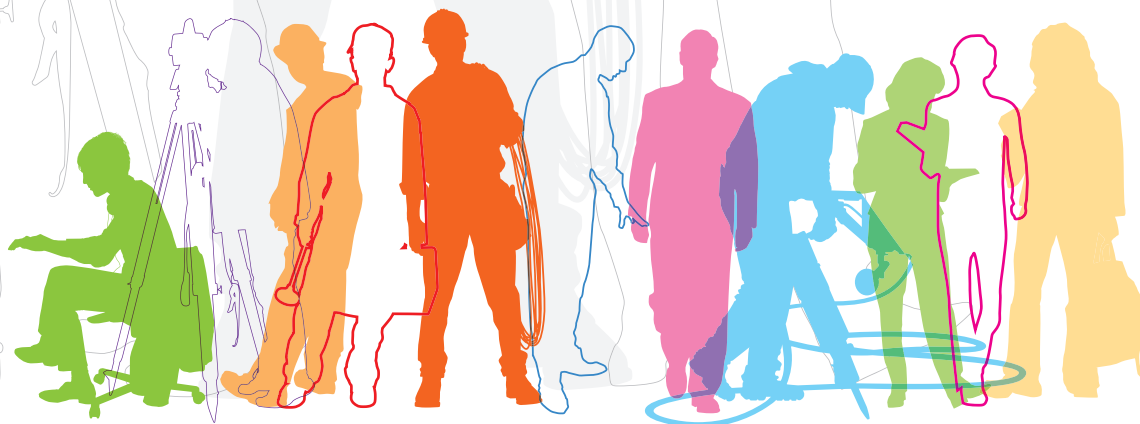
Par ailleurs, la mondialisation de l'économie rend plus fragiles, du moins plus concurrencés, les acquis communautaires en matière de santé et de sécurité au travail, particulièrement en ce qui concerne la normalisation. De même, le vieillissement de la population dans tous les pays européens pose de nouvelles problématiques de prévention (conditions de travail des seniors, développement de nouveaux métiers, comme l'aide à la personne).

Les travaux d'EUROGIP, dans les différents domaines, seront adaptés pour tenir compte de ce contexte.

• L'assurance contre les AT-MP

Il s'agit de permettre aux instances de décision de la Branche AT-MP* de mieux positionner le dispositif français d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles par rapport à ceux qui sont en vigueur dans les autres pays de l'Union européenne.

Pour cela, les orientations proposent notamment la réalisation d'études comparatives sur le domaine de l'assurance (tarification, dispositif de réinsertion professionnelle des victimes...) jusque-là peu investi. Parallèlement, l'objectif est de renforcer l'activité de veille, d'organiser des échanges sur les pratiques en vigueur et de mettre à disposition des informations sur les statistiques en matière d'AT-MP des autres pays européens.



LES FAITS MARQUANTS DE L'ACTIVITÉ D'EUROGIP EN 2007

La stratégie normalisation du Réseau Prévention*

La Branche AT-MP* participe depuis de nombreuses années aux travaux d'élaboration des normes. Elle a souhaité disposer d'un bilan de cette implication et définir la stratégie à suivre pour les années à venir.

Depuis plusieurs années, la Branche AT-MP* participe aux travaux de normalisation européenne : une centaine d'experts, choisis pour leurs compétences en fonction des sujets de travail, sont mobilisés pour participer à l'élaboration des normes. La Branche AT-MP a confié à EUROGIP le soin de coordonner cette activité qui joue un rôle important pour l'amélioration de la sécurité et de la santé car les normes permettent d'intégrer la sécurité dès la conception des produits (machines, équipements de travail).

* Voir glossaire page 2

Enquête sur la Nouvelle Approche

Fin 2006, EUROGIP a lancé une enquête sur l'évaluation de l'impact de la Nouvelle Approche^[2] sur la prévention des risques professionnels auprès de 1500 partenaires concernés par le sujet. Les résultats ont mis en lumière la perception positive des interviewés quand aux effets de la Nouvelle approche sur la prévention des risques professionnels. Ils ont aussi permis d'identifier les axes où la Nouvelle Approche pouvait encore contribuer à faire évoluer la culture et les situations de travail vis-à-vis de la problématique "risque au travail". Enfin, ces résultats ont alimenté la réflexion engagée par le Conseil d'administration sur le rôle qui devrait être celui de la Branche AT-MP* dans le domaine de la normalisation.

[2] Nouvelle Approche : Résolution du Conseil publiée au Journal Officiel C136 du 4 juin 1985 - Le principe de la Nouvelle Approche, adopté dans la perspective de l'ouverture du marché intérieur européen, vise à assurer la libre circulation des produits et à garantir la sécurité des consommateurs et des utilisateurs de ces produits. Les directives européennes définissent les exigences essentielles de sécurité ; les normes européennes contiennent les spécifications techniques pour satisfaire ces exigences.

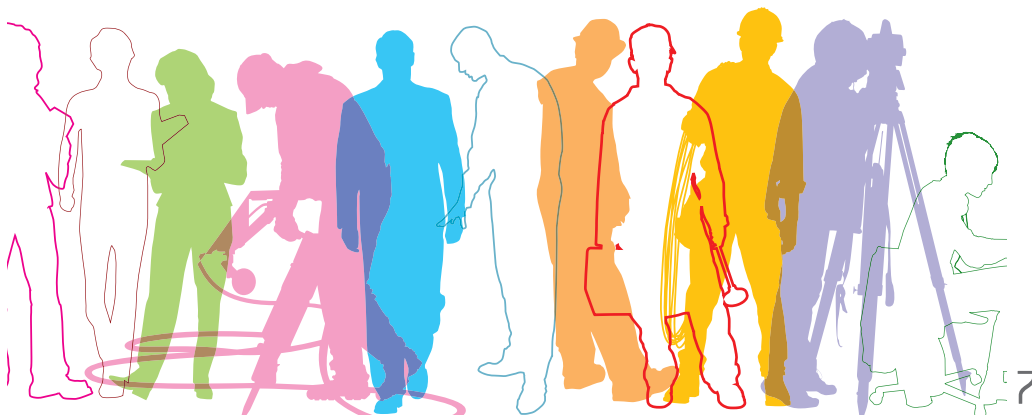
Aujourd'hui, de nombreuses normes entrent dans une phase de révision, laquelle intervient dans un contexte de mondialisation et de glissement accentué des normes européennes vers les normes internationales. En outre, de nouveaux domaines de normalisation apparaissent avec l'évolution des technologies.

Dans ce contexte, les acteurs de la Branche AT-MP ont souhaité disposer d'un bilan des travaux réalisés et définir des priorités d'action pour les années à venir. Ce bilan a été dressé et le Conseil d'administration a adopté, à l'unanimité le 8 novembre 2007, des Orientations stratégiques pour l'activité normalisation du réseau de la Branche AT-MP préparées conjointement par EUROGIP, la Direction des risques professionnels de la CNAMTS* et l'INRS*.

Ces orientations confirment l'importance de la norme comme outil de prévention. Elles précisent la place de la normalisation dans le plan stratégique de la Branche AT-MP. Elles définissent les axes de pilotage nécessaires pour conduire efficacement l'action de normalisation, notamment par la création d'outils et procédures de travail destinés à :

- mieux arbitrer et piloter les thèmes et niveaux d'intervention des experts en matière de normalisation,
- renforcer l'activité de veille et de reporting,
- définir les modalités et limites de financement de cette activité.

Les "experts normalisation" du Réseau Prévention, réunis en séminaire en novembre (voir page 12) ont pu travailler sur la déclinaison de ces orientations et préciser les moyens et actions d'accompagnement à développer. Un comité de pilotage a été mis en place pour superviser la mise en œuvre des dispositions adoptées.



LES FAITS MARQUANTS DE L'ACTIVITÉ D'EUROGIP EN 2007

Un jumelage léger France-Tunisie

EUROGIP a piloté un projet de huit mois, financé par l'UE, pour aider l'Institut de santé et de sécurité au travail tunisien (ISST) à renforcer ses capacités institutionnelles et ainsi harmoniser ses pratiques de prévention des risques professionnels avec celles en vigueur dans les pays de l'UE.



Les chefs de projet tunisien - Dr BEN LAIBA - et français - M.-C. BLANDIN

Une situation qui restait préoccupante en Tunisie

Malgré les réformes et les moyens financiers et humains investis, la situation en matière de risques professionnels restait préoccupante en Tunisie et le nombre d'AT-MP élevé. Aussi le gouvernement tunisien a-t-il voulu renforcer la stratégie nationale de prévention ainsi que la capacité de réactivité de l'ISST face à un monde du travail en pleine évolution. À cette fin, il a sollicité l'appui d'un État membre de l'UE. La France, qui a une longue tradition de coopération avec la Tunisie, notamment en matière sociale, a répondu favorablement à cette sollicitation, via EUROGIP avec le soutien de l'INRS* et de plusieurs CRAM*.

La signature du contrat, le 11 avril 2007, a marqué le lancement du projet. Celui-ci visait à renforcer les capacités de l'ISST en matière d'assistance médicale et technique, de formation, d'éducation et de sensibilisation à la prévention des risques professionnels ou encore en matière d'élaboration et de mise en œuvre d'une stratégie de prévention des risques professionnels.

Un bilan positif

Fin décembre, le bilan était très positif. L'ISST dispose aujourd'hui de deux diagnostics approfondis sur ses capacités à tenir pleinement son rôle pour la prévention des risques professionnels.

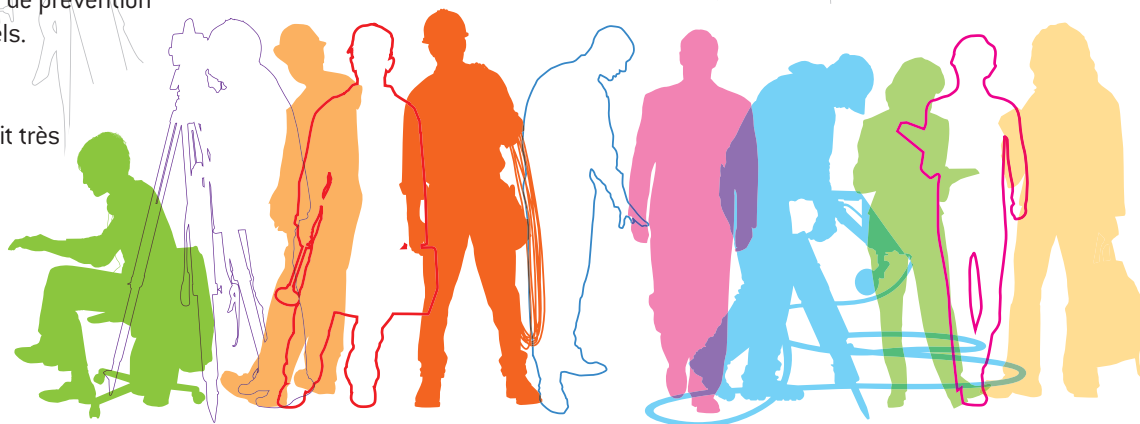
Il pourra s'appuyer sur ces analyses pour faire évoluer ses actions et son organisation.

Le projet a consisté à :

- organiser 26 sessions de formation auxquelles ont participé 250 personnes ;
- élaborer une norme nationale de mesurage du bruit et des référentiels de mesurage de l'empoussiérage, des hydrocarbures aromatiques et des aldéhydes, ainsi que des protocoles de surveillance de la santé des travailleurs (femmes enceintes, travailleurs exposés au plomb, au bruit, aux poussières de bois et surveillance biotoxologique) ;
- améliorer la qualité des réponses aux sollicitations des entreprises ;
- mieux interpréter les valeurs limites d'exposition aux polluants les plus fréquents dans certains secteurs ;
- créer une base de données ("SALAMA") composée de 144 variables qui permettra de faire des recherches multicritères et de disposer d'indicateurs de suivi ;
- élaborer une stratégie de diffusion de la culture de prévention incitant l'employeur à intégrer la prévention dans sa gestion et le travailleur à prendre soin de sa santé et sécurité au travail ;
- intégrer les techniques de communication appliquées à la SST* ;
- organiser des missions d'étude auprès de l'INRS* et de la CRAM* Ile-de-France pour 14 cadres et techniciens de l'ISST dans divers domaines : épidémiologie, prélèvement et analyse des poussières d'amiante, conseil aux entreprises pour la prévention des risques liés aux vibrations, équipements de protection individuelle.

En plus du programme prévisionnel, un séminaire sur l'évaluation et la prévention du risque biologique ainsi qu'un atelier sur le thème de la formation à la démarche de gestion de projet ont été organisés.

* Voir glossaire page 2



LES FAITS MARQUANTS DE L'ACTIVITÉ D'EUROGIP EN 2007

Les TMS d'origine professionnelle en Europe



Organisés le 22 octobre, les Débats d'EUROGIP 2007 étaient consacrés aux troubles musculo-squelettiques (TMS) d'origine professionnelle en Europe. Des représentants de la Commission européenne, de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail et des partenaires sociaux européens, ainsi que des ergonomes, des chercheurs, des médecins et des conseillers en prévention de différents pays européens ont présenté les actions mises en œuvre pour prévenir le risque professionnel ou pour maintenir dans l'emploi les personnes atteintes de TMS.

* Voir glossaire page 2

L'UE doit-elle se doter d'un nouvel instrument législatif pour lutter contre les TMS ? La question a été débattue le 22 octobre par les représentants de la DG Emploi de la Commission européenne, de BUSINESSEUROPE (patronat européen) et de la CES (Confédération européenne des syndicats). Tous ont redit la nécessité de lutter contre l'épidémie de TMS. La Commission a décidé d'effectuer une étude d'impact socio-économique approfondie avant de prendre une éventuelle initiative. La CES a plaidé pour la mise en place d'un texte spécifique plus coercitif que les directives actuellement applicables. BUSINESSEUROPE a dit préférer des actions sectorielles à une nouvelle directive. Les partenaires sociaux européens de l'agriculture (GEOPA-COPA et EFFAT) ont présenté l'accord qu'ils ont signé, en novembre 2005, en vue de prévenir les TMS.

Prévention : les facteurs de réussite des actions présentées

Les actions de prévention présentées lors des Débats d'EUROGIP ont prouvé qu'elles pouvaient donner de bons résultats, surtout lorsque trois facteurs étaient réunis : la concertation, la sectorisation et le temps.

Au Danemark, un accord signé en 1992 entre les partenaires sociaux a permis de réduire les risques liés au travail répétitif de façon significative. Aux Pays-Bas, dans le cadre d'un accord tripartite (covenant) signé pour le secteur du nettoyage, plus de 50 % du personnel visé connaissaient les facteurs de risque de TMS alors qu'ils étaient moins de 30 % auparavant. En France, les actions réalisées par la CRAM* Ile-de-France avec les Institutions de la coiffure d'une part, par la CRAM* Rhône-Alpes avec la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment d'autre part, ont donné de bons résultats grâce, entre autres, à cette collaboration.

Le fait que ces actions de prévention étaient dirigées vers un secteur professionnel particulier constitue un autre facteur de réussite. Face à la diversité des pathologies qu'englobe le terme TMS, face à l'hétérogénéité des secteurs et des situations concernés, des actions trop générales n'auraient certainement pas le même impact. Enfin, force a été de constater que pour être efficaces, les actions de prévention avaient besoin de temps, de plusieurs années de mise en œuvre pour la plupart. Concernant le maintien dans l'emploi des personnes atteintes de TMS, les intervenants ont souligné les trois points suivants :

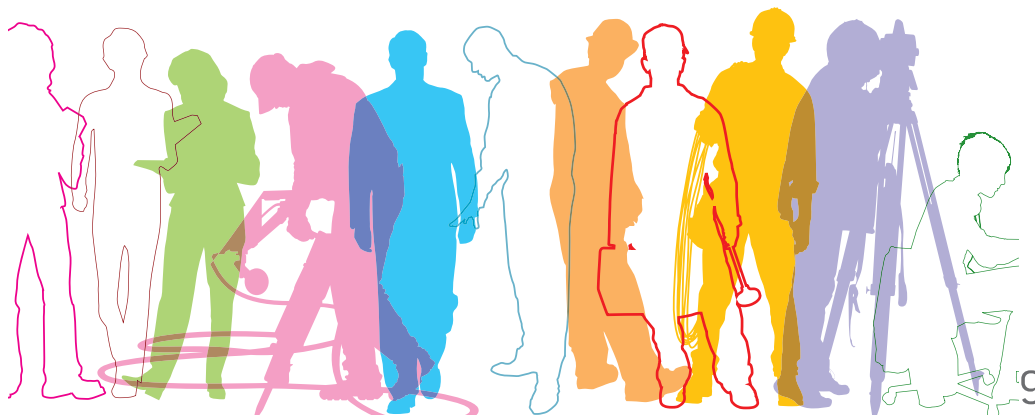
- ces pathologies ne sont généralement pas lourdes, mais très invalidantes ;
- il convient de se préoccuper le plus tôt possible du retour dans l'emploi des personnes concernées ;
- les meilleurs résultats sont obtenus en travaillant en réseau pour une réinsertion rapide.

Les actes des Débats



Les actes des Débats, qui reprennent l'essentiel des échanges du 22 octobre 2007, ont été publiés en décembre.

Actes des Débats d'Eurogip du 22 octobre 2007, Décembre 2007, 32 pages - Réf Eurogip-30/F - à commander sur www.eurogip.fr



LES FAITS MARQUANTS DE L'ACTIVITÉ D'EUROGIP EN 2007

Une enquête sur l'évaluation des risques en Europe

La directive 89/391/CEE dispose que les employeurs doivent évaluer a priori les risques pour la sécurité et la santé des travailleurs. L'enquête d'EUROGIP s'intéresse aux types de risques à évaluer, aux acteurs de l'évaluation, à la formalisation de l'évaluation, au lien entre évaluation et plan de mesures de prévention, à la fréquence de la démarche, ainsi qu'aux sanctions pour défaut d'évaluation.

L'approche choisie par EUROGIP a été de comparer les dispositions de la directive 89/391/CEE avec les lois nationales de transposition. En effet, l'obligation d'évaluer a priori les risques professionnels est une création de l'Union européenne issue de la directive 89/391/CEE du 12 juin 1989 concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs au travail, dite directive cadre.

La transposition de la directive à propos de l'évaluation des risques a été relativement homogène en Europe. Bien souvent, ce sont les termes mêmes de la directive cadre qui ont été repris dans les lois nationales de transposition. Ce constat est surtout vrai pour le type de risques à évaluer et la formalisation de la démarche.

Sur ce dernier point toutefois, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie aménagent des exceptions pour les petites entreprises, quant à l'obligation de consigner les résultats de l'évaluation dans un document écrit ou numérique. Quelques différences sont également notables concernant les acteurs de l'évaluation des risques.

Enfin, l'enquête d'EUROGIP aborde deux points importants en marge de ce que prévoit la directive. D'une part, la plupart des pays ne fixent aucune règle de périodicité, mais se réfèrent à la survenance de changements des conditions de travail dans l'entreprise pour exiger que la démarche soit à nouveau exécutée. D'autre part, peu de pays semblent - jusqu'à présent - avoir prévu des sanctions en cas de défaut d'évaluation des risques.

Les résultats de l'enquête ont donné lieu à la publication d'une note thématique, disponible sur www.eurogip.fr, rubrique Infobase.

Deux enquêtes en cours

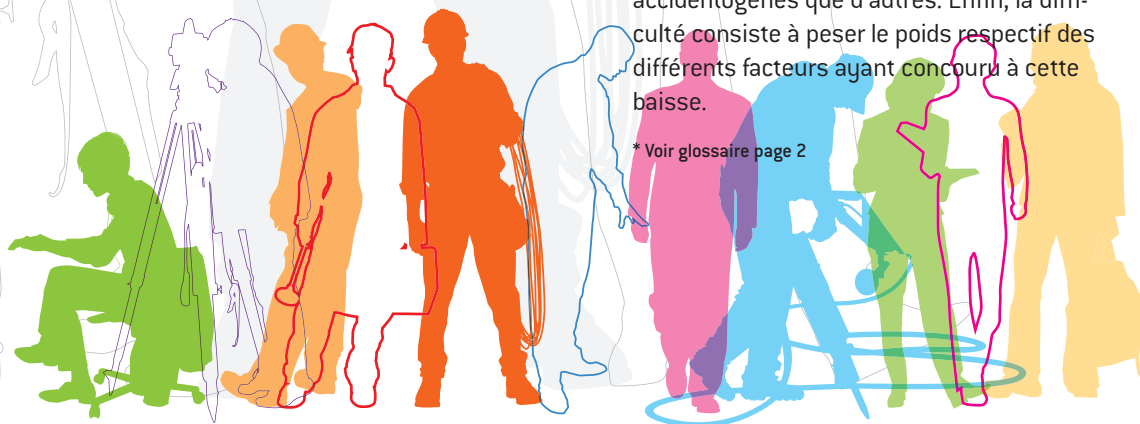
Les maladies professionnelles en Europe

Il a paru opportun d'actualiser les données du rapport publié fin 2002 sur les statistiques 1990-2000 et l'actualité juridique et pratique 1999-2002 relatives aux maladies professionnelles dans 15 pays européens. L'objectif est de rendre compte des évolutions statistiques et des changements intervenus en matière de reconnaissance et de réparation. Aussi le Groupe de travail constitué au sein du Forum européen de l'assurance accidents du travail - maladies professionnelles (voir www.europeanforum.org), et coordonné par EUROGIP, s'est-il réuni en 2007. Reste un important travail à réaliser sur les maladies professionnelles les plus fréquentes en Europe.

L'évaluation statistique du risque "machine"

Engagée à la demande de l'INRS*, l'enquête vise à évaluer comment ce risque a évolué avec la mise en œuvre des directives 98/37/EC (directive machines, anciennement 89/392/CEE) et 89/655/CEE (utilisation des équipements du travail) complétée. Elle porte sur l'évolution de la structure des AT* liés au risque "machine" ainsi que sur l'analyse des études réalisées sur ce thème, au niveau européen et dans les différents pays. Il est d'ores et déjà possible de dire que les accidents du travail liés aux machines ont globalement baissé en valeur absolue et en taux (incidence et fréquence) sur le long terme dans les différents États membres. Certains secteurs et certains types de machines restent toujours plus accidentogènes que d'autres. Enfin, la difficulté consiste à peser le poids respectif des différents facteurs ayant concouru à cette baisse.

* Voir glossaire page 2



LES FAITS MARQUANTS DE L'ACTIVITÉ D'EUROGIP EN 2007

Le Centre thématique “Environnement de travail”

EUROGIP participe aux travaux du Centre thématique “Environnement de travail” de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail depuis la mise en place de cette structure en 2001. Celle-ci a pour objectif de collecter, d'évaluer et de diffuser l'information sur les bonnes pratiques de prévention en vigueur dans les pays de l'Union.

En 2007, EUROGIP a pris part à douze tâches du programme d'activité du Centre thématique, dont les principaux thèmes étaient : l'évaluation des risques (thème de la Semaine européenne 2008) et la prévention des risques pour les travailleurs du secteur du nettoyage.

Le thème de l'évaluation des risques a été traité sous trois angles : évaluer et éliminer le risque à la source / tenir compte des différentes situations (genre, âge, temps partiel...) / intégrer l'évaluation dans le management au même titre que la

qualité, le respect de l'environnement, etc.

Les travaux confiés à EUROGIP étaient variés :

- coordonner le groupe de travail chargé de rédiger un rapport (à paraître en 2008) sur les bonnes pratiques d'évaluation des risques en Europe (18 actions, réalisées dans 11 pays) incluant les travailleurs “particuliers” (handicapés, intérimaires, jeunes, seniors...);
- rédiger des études de cas sur différents aspects de l'évaluation des risques ainsi que sur la prévention des risques pour les travailleurs du secteur du nettoyage;
- réaliser des bibliographies concernant les thèmes indiqués ci-dessus;
- rédiger des synthèses sur des types particuliers d'évaluation des risques (risque routier, télétravail, agents biologiques);
- collecter des liens pour enrichir le site Internet de l'Agence européenne de Bilbao.

Un éclairage européen sur la codification des AT

EUROGIP a participé, à la demande de la DRP*, à une réflexion sur la mise en place nationale de la Phase III du système européen harmonisé SEAT qui porte sur l'enregistrement des causes et des circonstances des accidents du travail. Un règlement communautaire, en cours d'élaboration, rendra la transmission de données nationales harmonisées obligatoire.

La directive cadre (89/391/CEE du Conseil du 12 juin 1989) demandait à la Commission de procéder à l'harmonisation des données sur les accidents du travail. C'est l'objet de SEAT, Statistiques Européennes des Accidents du Travail, qui vise à “recueillir des données comparables au niveau de l'Union européenne sur les accidents du travail et établir une base de données”.

Fin 2007, EUROGIP a enquêté sur les modalités de mise en place de la Phase III de SEAT en Allemagne, Belgique, Espagne, Finlande, Italie et Suède. Les systèmes d'enregistrement des AT variant d'un pays à l'autre, des solutions différentes ont été apportées pour répondre à une obligation identique. Parmi les points communs aux pays étudiés, on constate que

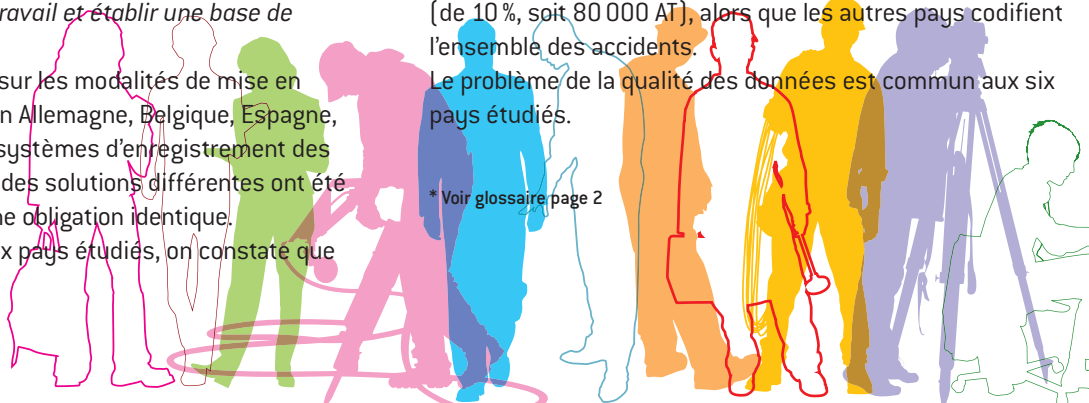
la mise en place de SEAT a entraîné une modification quasi obligatoire de la Déclaration d'Accident de Travail (DAT) et le développement des systèmes informatiques, notamment via la dématérialisation de la DAT. Les divergences entre pays portent sur le rôle de l'employeur dans la codification. L'employeur est très impliqué dans la codification en Espagne et, dans une moindre mesure, en Belgique. Il n'intervient aucunement en Italie et en Allemagne.

Par ailleurs, la règle européenne veut que seuls les AT de plus de trois jours d'arrêt soient codés selon la méthodologie SEAT ; ce que font l'Italie et l'Allemagne. L'Espagne et la Belgique ont choisi de coder à partir de 1 jour d'arrêt, afin d'obtenir des données plus fines à des fins de prévention.

Enfin, seule l'Allemagne a choisi de coder sur un échantillon (de 10%, soit 80 000 AT), alors que les autres pays codifient l'ensemble des accidents.

Le problème de la qualité des données est commun aux six pays étudiés.

* Voir glossaire page 2



LES FAITS MARQUANTS DE L'ACTIVITÉ D'EUROGIP EN 2007

Un guide de bonnes pratiques pour la Commission

La Commission européenne a lancé, en juillet 2007, un appel d'offres portant sur l'élaboration d'un guide de bonnes pratiques visant une meilleure compréhension et application de la directive "Chantiers mobiles ou temporaires". EUROGIP, ayant réalisé l'évaluation de cette même directive en 2004 dans le cadre d'un marché européen, a soumissionné. Il a appris en novembre 2007 que son offre avait été sélectionnée.

La mission à réaliser sur une période de 18 mois consiste à élaborer un guide de bonnes pratiques à caractère non contraignant et modulaire. À cette fin, EUROGIP a constitué une équipe d'experts (un français, un anglais, un allemand et un portugais) spécialistes du sujet. Le guide permettra aux différents acteurs du secteur de la construction, visés par la directive 92/57/CEE :

- de comprendre les responsabilités et rôles de chacun, tels que prévus par la directive ;
- d'élaborer les différents documents nécessaires et obligatoires sur un chantier, tels que l'avis préalable, le plan de sécurité et de santé ou encore le dossier de suivi ;
- de réaliser l'importance de la prévention des risques et de l'intégrer dès la conception de l'ouvrage, puis durant sa réalisation ;
- de gérer les situations de sous-traitance en cascade et coactivité sur les chantiers en garantissant les meilleures conditions de travail pour les salariés, d'évaluer les risques liés à ces situations ;
- de choisir les bons équipements de travail, en fonction des travaux à effectuer, mais également les bons équipements de protection individuelle dans le cas où les mesures collectives ne seraient pas suffisantes.

Le 5^e séminaire des "experts normalisation"

EUROGIP veille à l'information et à la formation des experts impliqués dans la normalisation dont il coordonne les travaux. Cela se fait notamment par un rendez-vous bisannuel. Ainsi, les 28 et 29 novembre 2007, un séminaire sur le thème "Pour s'informer, débattre et mieux se connaître" a permis de réunir plus de 40 experts.

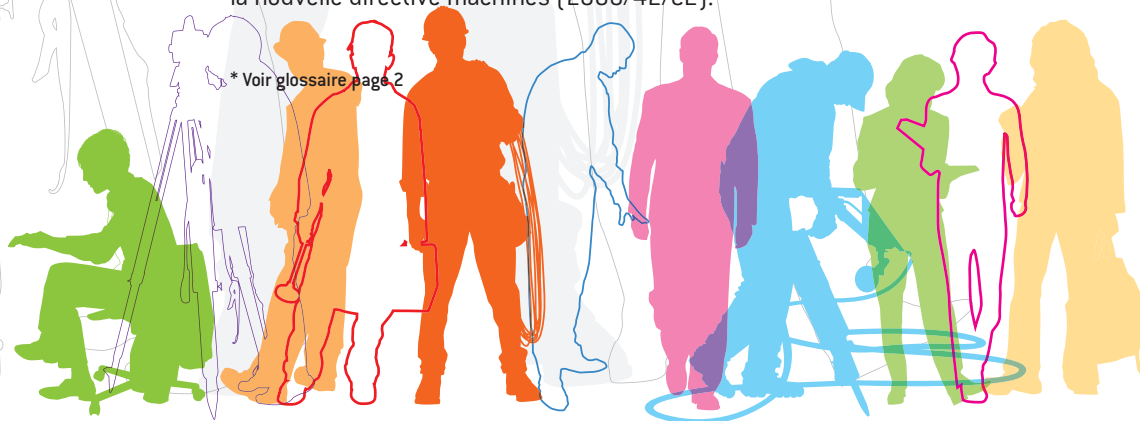
En 2007, EUROGIP a organisé le 5^e séminaire des experts normalisation du Réseau Prévention de la Branche AT-MP*.

Cela a notamment été l'occasion de présenter les orientations stratégiques pour l'activité normalisation adoptées en novembre par le Conseil d'Administration d'EUROGIP (voir page 7). Les participants ont pu discuter de la mise en œuvre de ces orientations lors d'un atelier consacré à ce sujet.

Un second atelier visait à concevoir des méthodes et outils de travail pour une meilleure utilisation des compétences - notamment en ergonomie et conception maintenance - par les experts lors de l'élaboration des normes. Les participants ont également examiné les moyens de créer du lien entre eux pour rendre encore plus efficaces leurs actions en amont dans la conception des normes et en aval pour leur mise en application sur le terrain.

Ce séminaire a aussi été l'occasion de faire le point sur des sujets d'actualité, comme la nouvelle directive machines (2006/42/CE).

* Voir glossaire page 2



LES FAITS MARQUANTS DE L'ACTIVITÉ D'EUROGIP EN 2007

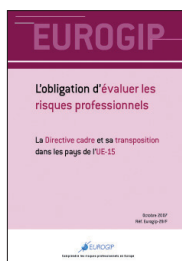
Les publications parues en 2007



Le risque biologique encouru par les salariés en Europe - Quelle ampleur ? Quelle prévention ?

L'enquête d'EUROGIP fait le point sur ces questions sur la base d'une étude bibliographique et des réponses au questionnaire envoyé aux organismes compétents dans les différents pays européens.

Rapport - Avril 2007 - 44 pages - Réf Eurogip-20/F - à commander sur www.eurogip.fr - Résumé à télécharger à partir de la rubrique Infobase



L'obligation d'évaluer les risques professionnels - La Directive cadre et sa transposition dans les pays de l'UE-15

(voir page 10)

Note thématique - Octobre 2007 - 12 pages - Réf Eurogip-29/F - à télécharger sur www.eurogip.fr à partir de la rubrique Infobase



Les TMS d'origine professionnelle en Europe - Prévenir le risque et maintenir les personnes atteintes dans l'emploi : quelles actions pour quels résultats ?

(voir page 9)

Actes des Débats d'Eurogip du 22 octobre 2007 - Décembre 2007 - 32 pages - Réf Eurogip-30/F - à commander sur www.eurogip.fr



Eurogip infos

Les dossiers des 4 numéros parus en 2007 ont porté sur les services de prévention, les TMS, l'évaluation des risques et l'impact du Traité de Lisbonne sur la SST*.

Dossiers "Grand angle" à télécharger sur www.eurogip.fr à partir de la rubrique Infobase



Eurogip 2006 - Rapport annuel

à télécharger sur www.eurogip.fr à partir de la rubrique Infobase

Sécurité et santé au travail dans le secteur de la construction (Espagne, France, Portugal)

Échanges sur quatre problèmes majeurs de sécurité et santé au travail que l'on rencontre dans le secteur de la construction : les chutes de hauteur, les TMS et dorsalgies, les pathologies liées à l'amiante, l'interculturalité. Actes de la Table ronde co-organisée par EUROGIP et la CRAM* Midi-Pyrénées le 18 octobre 2006, lors du Salon Preventica à Toulouse.

Note thématique - Juillet 2007 - 12 pages - Réf Eurogip-26/F - à télécharger sur www.eurogip.fr à partir de la rubrique Infobase

La réglementation sur le travail en cas de fortes chaleurs climatiques en été dans cinq États voisins de la France

Aucune indication de température n'est donnée dans le Code du travail français. Qu'en est-il chez nos voisins belges, luxembourgeois, allemands, italiens et espagnols ?

Note thématique - Juin 2007 - 4 pages - Réf Eurogip-28/F - à télécharger sur www.eurogip.fr à partir de la rubrique Infobase

Une série de 13 nouvelles fiches analytiques "machines"

Avec le concours des experts concernés du Réseau Prévention de la Branche AT-MP*, EUROGIP publie des fiches qui analysent des normes "machines" du point de vue de la prévention.

Fiches à télécharger sur www.eurogip.fr à partir de la rubrique Normabase

2 NOTES THÉMATIQUES MISES À JOUR EN 2007

Les troubles musculo-squelettiques en Europe - Définitions et données statistiques

Le droit européen de la santé et de la sécurité sur les lieux de travail

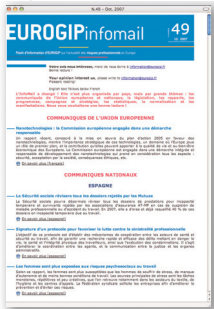
Les deux notes sont à télécharger sur www.eurogip.fr

* Voir glossaire page 2



LES AUTRES FAITS DE L'ACTIVITÉ 2007 EN BREF

L'INFOMAIL ET EUROGIP LES ECHOS



Depuis le numéro d'octobre 2007, **l'InfoMail**, lettre électronique mensuelle sur l'actualité en matière de risques professionnels

en Europe, s'est étoffée. Elle est désormais organisée par grands thèmes : communiqués de l'Union européenne et nationaux, législation, rapports, programmes, campagnes et stratégies, statistiques, normalisation et manifestations. L'InfoMail connaît une progression constante du nombre d'abonnés depuis son lancement fin 2002.



L'autre lettre électronique, **EUROGIP les Echos**, à vocation institutionnelle, a également évolué. Lancée fin 2004, elle était destinée

uniquement aux membres du Réseau Prévention de la Branche AT-MP* qui en faisaient la demande. Outre une nouvelle mise en page, elle est dorénavant disponible gratuitement à partir du site Internet d'EUROGIP.

Abonnement aux newsletters à partir de :
<http://www.eurogip.fr/inscription-newsletter.php>

L'ACTIVITÉ DE VEILLE

L'activité de veille est une composante importante de l'activité d'EUROGIP qui consiste à :

- suivre l'actualité réglementaire en matière de prévention et d'assurance du risque AT-MP au niveau communautaire et des États membres de l'Union ;
- observer les modifications structurelles des organismes des autres pays de l'UE ;
- faire le point sur les nouveautés en matière de publications, de résultats d'enquête, de manifestations... intéressant le risque professionnel en Europe.

Par ailleurs, EUROGIP a exercé une veille plus ciblée sur le thème des cancers professionnels en 2007, dans le cadre du projet institutionnel de la Branche AT-MP sur ce sujet.

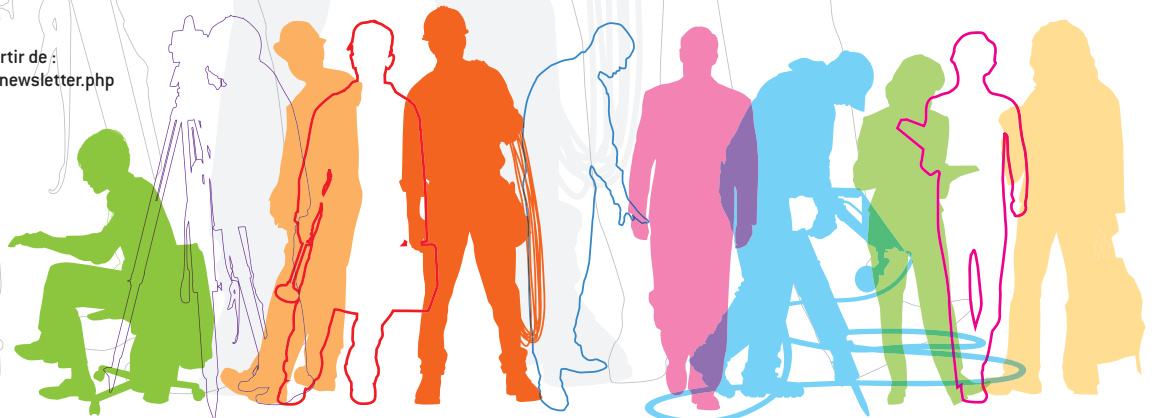
LE SUIVI ET LA COORDINATION DES ENQUÊTES SUR LES PROJETS DE NORMES

Le suivi et la coordination des enquêtes sur les projets de normes soumis à enquête qu'effectue EUROGIP sont très précieux pour permettre au Réseau Prévention d'émettre un avis collectif et qui a donc plus de poids au niveau européen ou international. En 2007, les enquêtes ont associé 265 agents du Réseau qui ont émis un avis sur 27 projets de norme dans les secteurs suivants : produits de construction (12) ; engins de chantier, levage, maintenance (4) ; sécurité des machines (4) ; ergonomie (2) ; biologie, chimie, ventilation (2) et divers (2).

LE DISPOSITIF DE SIGNALEMENT DES PROBLÈMES DE PRÉVENTION

Ce dispositif, permettant la remontée de l'information du terrain, a pris de l'essor en 2007 avec un total de 17 fiches émises par les CRAM*. Huit de ces fiches ont un lien direct avec la normalisation.

Deux fiches relatives aux élévateurs de type monte-charge sont à l'origine d'une décision par Afnor, sur demande écrite d'EUROGIP, de suppression d'anciennes normes expérimentales devenues inadaptées.



LES AUTRES FAITS DE L'ACTIVITÉ 2007 EN BREF

LA COORDINATION DES ORGANISMES NOTIFIÉS

La coordination des organismes notifiés pour la certification réglementaire des machines d'une part, des équipements de protection individuelle (ÉPI) d'autre part, est une activité clairement définie par les conventions signées chaque année avec les ministères chargés du Travail et de l'Agriculture. Dans ce cadre, EUROGIP organise des réunions avec les organismes habilités pour appliquer les procédures d'évaluation de la conformité aux directives 98/37/CE et 89/686/CEE modifiées. Ces rencontres permettent d'informer largement sur les réunions entre États membres, de résoudre les problèmes techniques qui subsistent, d'arrêter des positions communes aux organismes français et de préparer les positions françaises à faire valoir au niveau européen.

Dans le domaine des ÉPI, EUROGIP a organisé en 2007 deux réunions de la Commission Générale qui regroupe les 15 organismes notifiés.

Dans le domaine des machines et composants de sécurité, EUROGIP a organisé huit réunions : deux de la Commission Générale et six des groupes sectoriels. La révision des fiches rendues obsolètes ou inutiles par la publication de normes harmonisées donnant présomption de conformité aux exigences de la directive a été poursuivie. La Commission Générale et les groupes sectoriels ont entrepris d'identifier les modifications apportées par la directive 2006/42/CE [qui remplacera la directive actuelle fin 2009]. Les modifications concernent toutes les parties de la directive. La directive de 2006 introduit une nouvelle procédure d'évaluation de la conformité des machines, appelée "Assurance qualité complète".

EUROSHNET

EUROGIP est membre du comité de pilotage d'Euroshnet, le réseau européen des préventeurs impliqués dans la normalisation, les essais et la certification dont l'objectif est de dégager des positions communes sur les questions traitées. En 2007, il a notamment contribué à la préparation de la 3e conférence européenne d'Euroshnet, qui se tiendra à Cracovie (Pologne) en septembre 2008 sur le thème : "Des produits plus sûrs pour des lieux de travail compétitifs".

Par ailleurs, EUROGIP a contribué à l'amélioration et à l'animation du site www.euroshnet.org ainsi que du forum de discussion "Questions générales" de ce site.

L'ÉVOLUTION DU SITE INTERNET

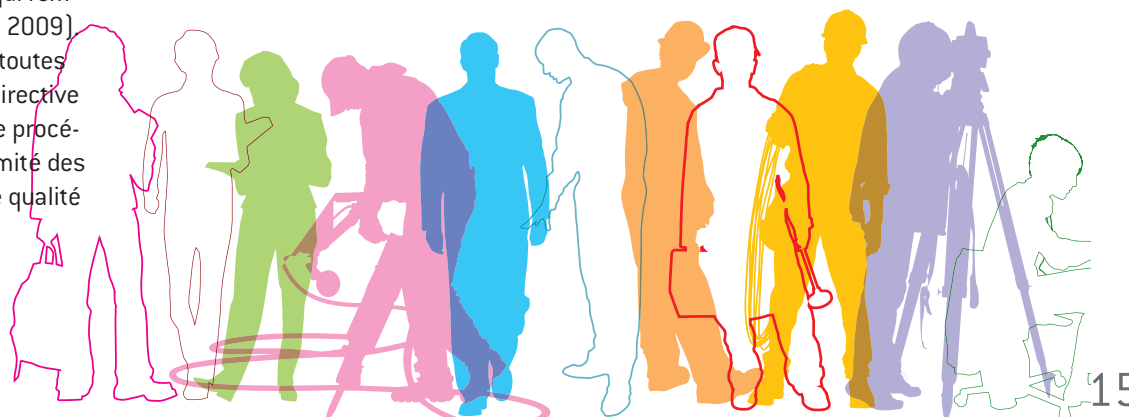
En 2007, le site Internet d'Eurogip a continué d'évoluer. Divers documents ont notamment été mis en ligne afin d'offrir toujours plus d'informations utiles sur le thème des risques professionnels en Europe. En outre, dans le domaine de la normalisation (voir Normabase), une nouvelle rubrique permet d'accéder aux projets de normes relatives à la sécurité et la santé au travail.

En 2007, une moyenne mensuelle de 3500 visites et de 30 000 pages consultées a été enregistrée.

LES RELATIONS PRESSE

À l'occasion des Débats d'EUROGIP du 22 octobre sur les TMS en Europe, une cinquantaine d'articles est parue dans la presse écrite ou sur Internet, que ce soit sous la forme d'une brève pour annoncer la rencontre ou d'un article plus long pour rendre compte des conclusions des Débats.

La parution du rapport sur le risque biologique en Europe a également donné lieu à l'envoi d'un communiqué de presse et à de nombreuses parutions dans divers supports : Face au risque, Techniques hospitalières, Enjeux, PreventActua (Belgique), la Lettre de l'environnement...



EUROGIP IN SHORT

MISSION

To organize, coordinate and develop at the European level the actions of the Occupational Injuries Branch* of the French Social Security system

ACTIVITIES

Information-communication
Surveys
Projects
Standardization
Coordination of notified bodies

CREATION

November **1991**

mandate renewed in September 2001
for 10 years

STAFF

13 employees

BUDGET 2007

Euro **1.440** million

RESOURCES

70%

come from the National Fund for the Prevention of Occupational Injuries (financed by the occupational health and safety insurance contributions of companies and managed by CNAMTS*)

30%

come from contracts signed with the French authorities and the Community authorities

STATUS

GIP

Public interest grouping formed by the National Health Insurance Fund for Employees - **CNAMTS*** - and the National Research and Safety Institute - **INRS**

ADMINISTRATION

Equal representation council: five representatives of the employers' organisations and five representatives of the trade union organisations; six are appointed by CNAMTS and four by INRS.

* see page 2



MESSAGE FROM THE MANAGING DIRECTOR

“ Features of 2007 are structural change and the adoption of the reference framework for the actions to be performed in the coming years.



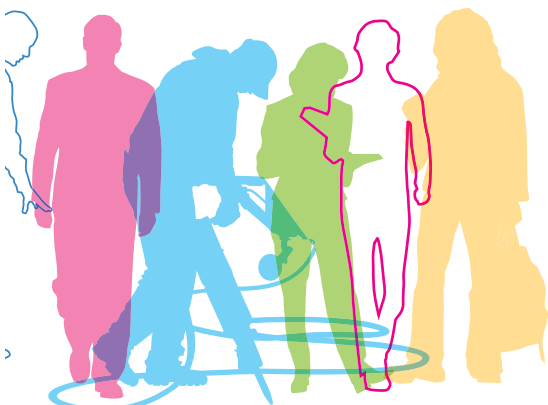
The first change is the appointment of a new Board of Directors on 11 May, and a new Chairperson. Anne Héger, representing the employers' body, was unanimously elected Chairperson of EUROGIP, and Ronald Schouller, representing the employees' body, Vice Chairperson. Note that the Board has decided to switch the Chairperson and Vice Chairperson halfway through their terms of office; a first in the life of EUROGIP.

Raphaël Haeflinger, EUROGIP Managing Director since 1st July 2007

The second change concerns the EUROGIP management. Marie-Chantal Blandin, who had been managing director since the group's founding in November 1991, has joined the Occupational Risks Department of the French National Health Insurance Fund for Employees (CNAMTS*). I pay homage to her for the work she accomplished with the team and for the development undergone by EUROGIP since its establishment.

Apart from these structural changes, the other important fact in 2007 is the adoption of strategic guidelines for the coming years, concerning planning and performance of all EUROGIP's programmes, and standardization activity in particular. These guidelines are decisive to adapt EUROGIP's work to a context of major change on the European and international levels. They also reflect the intention of the Occupational Injuries Branch* to maintain and increase in certain fields its knowledge and influence in the area of occupational risks in Europe.”

* see page 2



HIGHLIGHTS OF EUROGIP ACTIVITY IN THE YEAR 2007

Standardization strategy of the OH&S Network*

The Occupational Injuries Branch* has taken part in standards preparation work for many years now. It wanted to have an evaluation of this involvement and define the strategy to be followed for the coming years.

* see page 2

Survey on the New Approach

At the end of 2006, EUROGIP launched a survey on evaluation of the impact of the New Approach^[2] on occupational risk prevention with 1500 partners concerned by the subject. The results highlighted the positive view of the interviewees regarding the effects of the New Approach on occupational risk prevention. They also enabled identification of the main areas in which the New Approach could further help to change the work culture and situations with regard to the question of "risks at work". Finally, these results nurtured the deliberations of the Board of Directors on the role that the Occupational Injuries Branch* should play in the field of standardization.

[2] Resolution of the Council published in Official Journal C136 of 4 June 1985 - The principle of the New Approach, adopted with a view to opening of the European internal market, is to ensure the free circulation of goods and to guarantee the safety of consumers and users of such goods. The European directives define the essential safety requirements; the European standards contain technical specifications to meet these requirements.

For several years now, the Occupational Injuries Branch* has taken part in European standardization work: about one hundred experts, chosen for their competencies according to the work subjects, have been called to take part in working out standards. The Occupational Injuries Branch has entrusted EUROGIP with the task of coordinating this activity, which plays an important role in improving health and safety, because the standards allow safety to be factored in as of the product design stage (machinery, work equipment).

Today, many standards are entering a revision phase, which is taking place in a context of globalisation and of a growing move away from European standards toward international standards. Moreover, new areas of standardization are appearing with technological development.

In this context, those working in the Occupational Injuries Branch wanted to have a review of the work performed and define action priorities for the coming years. This review has been established and on 8 November 2007 the Board of Directors unanimously adopted the strategic guidelines for the standardization activity of the Occupational Injuries Branch network, prepared jointly by EUROGIP, the Occupational Risks Department of the CNAMTS* and INRS*.

These guidelines confirm the importance of standards as OH&S tools. They specify the position of standardization in the strategic plan of the Occupational Injuries Branch. They define the management approaches necessary to conduct standardisation action effectively, in particular through the creation of work tools and procedures designed to:

- better arbitrate between and manage the subjects and levels of involvement of experts in the area of standardization;
- enhance monitoring and reporting activity;
- define the financing procedures and limits for this activity.

The "standardisation" experts of the OH&S Network met at a seminar in November (see page 24) to work on the deployment of these guidelines and specify the resources and accompanying actions to be developed. A steering committee was set up to supervise implementation of the adopted provisions.



HIGHLIGHTS OF EUROGIP ACTIVITY IN THE YEAR 2007

Light twinning cooperation France-Tunisia

EUROGIP managed an eight-month project, funded by the EU, to help the Tunisian Institute for Occupational Health and Safety (ISST) reinforce its institutional capabilities and thereby bring its occupational risk prevention practices into line with those applying in the EU countries.



The project managers, Tunisian - Dr Ben Laiba - and French - M.-C. Blandin

A situation which remained worrying in Tunisia

Despite the reforms and the financial and human resources devoted to it, the occupational risk situation was still worrying in Tunisia and the number of occupational injuries and diseases remained high. The Tunisian government accordingly wanted to reinforce the national OH&S strategy and the ability of the ISST to react swiftly to a radically changing working world. For this purpose, it requested the support of an EU Member State. France, which has a long tradition of cooperation with Tunisia, especially on social issues, responded favourably to this request, via EUROGIP with the support of INRS* and several Regional Health Insurance Funds (CRAM*).

The contract signature on 11 April 2007 marked the start of the project. The project aimed to strengthen the capabilities of the ISST with regard to medical and technical assistance, training, education and awareness raising on occupational risk prevention, and also for the working out and implementation of an occupational risk prevention strategy.

Positive results

At the end of December, the results were highly positive. The ISST now has two in-depth diagnoses of its capability to play its

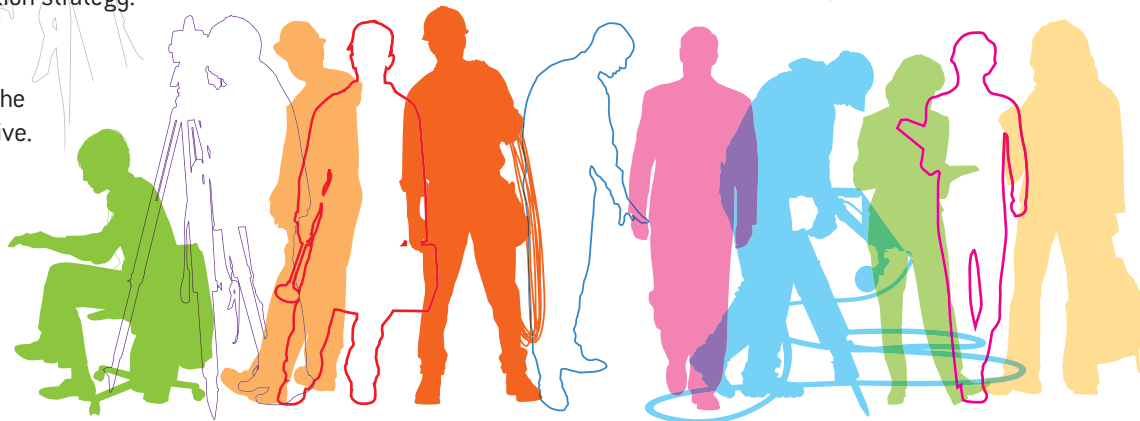
occupational risk prevention role fully. It will be able to use these analyses as a basis to implement changes in its actions and organisation.

The project involved:

- Organising 26 training sessions in which 250 people took part;
- Working out a national standard for noise measurement and reference systems for measuring dust accumulation, aromatic hydrocarbons and aldehydes, as well as protocols for monitoring workers' health (pregnant women, workers exposed to lead, noise and wood dust, and bio-toxicological monitoring);
- Improving the quality of response to companies' requests;
- Improving the interpretation of exposure limit values for the most frequent pollutants in certain sectors;
- Creating a database ("SALAMA") consisting of 144 variables which will allow multiple-criterion searches and provide monitoring indicators;
- Working out a strategy for dissemination of OH&S culture encouraging the employer to factor occupational health and safety into his management system and encouraging the worker to take care of his health and safety at work;
- Incorporating the communication techniques applied to OH&S*;
- Organising research assignments with INRS* and CRAM* Ile-de-France for 14 ISST executives and technicians in various fields: epidemiology, asbestos dust sampling and analysis, corporate consulting for the prevention of vibration-related risks, and personal protective equipment.

In addition to the planned programme, a seminar was organised on the evaluation and prevention of biological risks, and a workshop on the subject of training in the project management approach.

* see page 2



HIGHLIGHTS OF EUROGIP ACTIVITY IN THE YEAR 2007

Work-related MSD in Europe



The 2007 EUROGIP Discussions, held on 22 October, were devoted to work-related musculoskeletal disorders (MSD) in Europe. Representatives of the European Commission, the European Agency for Safety and Health at Work and the European social partners, as well as ergonomists, researchers, doctors and OH&S advisers from various European countries outlined the measures adopted to prevent this occupational risk and to retain in employment those people suffering from MSD.

* see page 2

The proceedings of the Discussions



The proceedings, which summarise most of the discussions of 22 October 2007, were published in December

Proceedings (in French only) - 32 pages - Réf Eurogip-30/F - to be ordered on www.eurogip.fr

Should the EU adopt a new legislative instrument to combat MSD? The question was discussed on 22 October by representatives of the European Commission's DG Employment, BUSINESSEUROPE (European employers' organisation) and the ETUC (European Trade Union Confederation). They all reiterated the need to fight against the MSD epidemic. The Commission decided to carry out an in-depth socio-economic impact study before adopting a possible initiative. The ETUC pleaded for the introduction of specific legislation more coercive than the directives currently applicable. BUSINESSEUROPE said it preferred sector-based measures to a new directive. The European social partners for agriculture (GEOPA-COPA and EFFAT) presented the agreement that they signed in November 2005 for the prevention of MSD.

Prevention: success factors for the measures described

The prevention measures described at the EUROGIP Discussions have proved that they could give good results, especially when three factors are all present: consultation, sectoring and time.

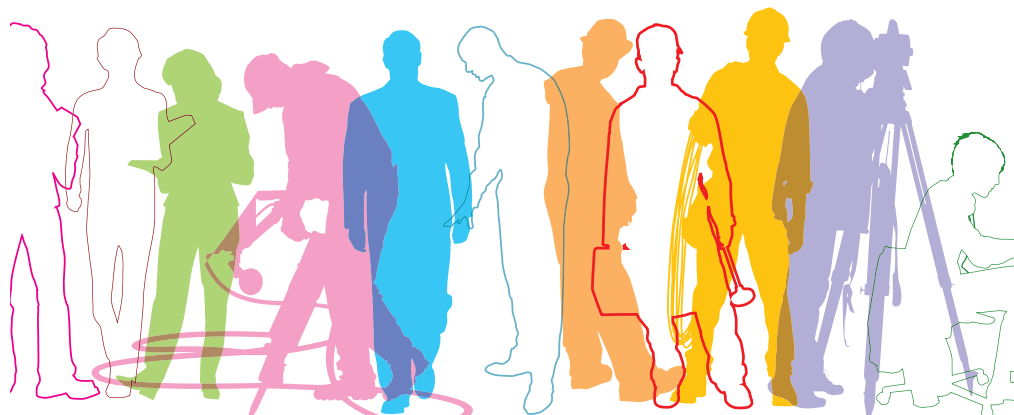
In Denmark, an agreement signed between the social partners in 1992 has enabled risks related to repetitive work to be reduced significantly. In the Netherlands, under a tripartite agreement (covenant) signed for the cleaning sector, over 50% of the personnel concerned were aware of the MSD risk factors, whereas less than 30% knew about them beforehand. In France, the initiatives taken by the regional health insurance fund (CRAM*) of the Ile-de-France region with hairdressing institutes and by the CRAM* of Rhône-Alpes region with the Confederation for Crafts and Trades and Small Building Enterprises have given good results, partly because they were carried out in cooperation.

The fact that these prevention measures were targeted on a specific sector of activity is another success factor. Given the diversity of the disorders covered by the term MSD and the heterogeneous nature of the sectors and situations in question, excessively general measures would undoubtedly not have had the same impact.

Finally, it was clearly obvious that, to be effective, the prevention measures needed time, several years of implementation in most cases.

Regarding retention in employment of people suffering from MSD, the participants underlined the following three points:

- These disorders are generally not severe, but highly incapacitating;
- The return to employment of those concerned should be considered as soon as possible;
- The best results are achieved by networking for rapid reintegration.



HIGHLIGHTS OF EUROGIP ACTIVITY IN THE YEAR 2007

A survey on risk assessment in Europe

The 89/391/EEC directive provides that employers must perform prior assessment of risks for the safety and health of workers. The EUROGIP survey considers the types of risks to be assessed, the players involved in assessment, formalisation of the assessment, the link between assessment and preventive action plan, the frequency of the procedure, and penalties for an assessment failing.

The approach chosen by EUROGIP was to compare the provisions of the 89/391/EEC directive with the national transposition laws. Now, the obligation of prior assessment of occupational risks was created by the European Union in Directive 89/391/EEC of 12 June 1989 concerning the application of measures to promote improvements in the safety and health of workers in the workplace, known as the framework directive.

The transposition of the directive on risk assessment was relatively uniform in Europe. Very often, it is the exact terms of the framework directive that have been carried over into the national transposition laws. This is especially true for the type of risks to be assessed and the formal presentation of the approach.

Concerning this latter point, however, the United Kingdom, Germany and Italy arrange for exceptions for small enterprises, regarding the obligation of recording the results of the assessment in a written or electronic document. There are also some significant differences concerning the risk assessment players.

Finally, the EUROGIP survey examines two important points alongside what is provided for by the directive. On the one hand, most countries set no frequency rule, but refer to the occurrence of changes in working conditions in the enterprise to require that the approach be applied again. Also, few countries - until now - seem to have provided for penalties in the event of a risk assessment failing.

The results of the survey led to the publication of a thematic report, available on www.eurogip.fr, Infobase section.

Two surveys in progress

Occupational diseases in Europe

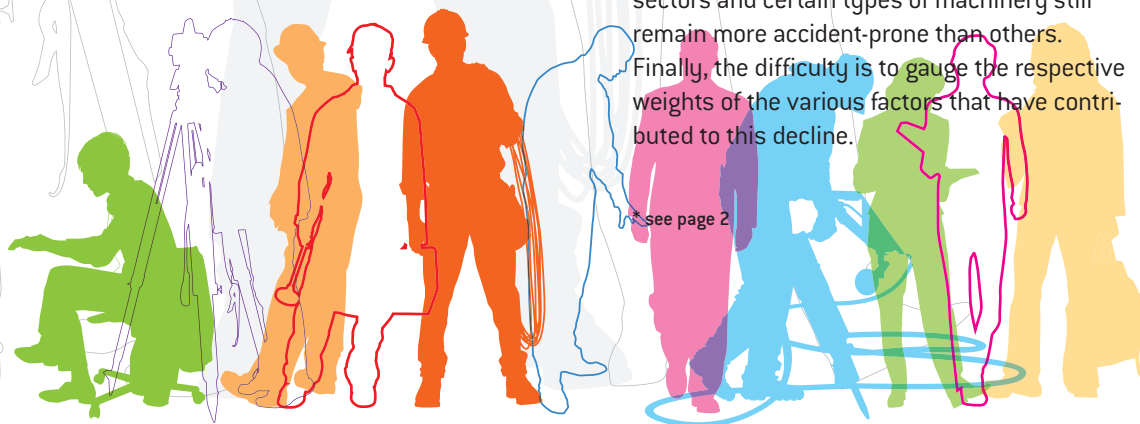
It seemed a good idea to update the data in the report published at the end of 2002 concerning the statistics for 1990-2000 and the legal and practical situation in 1999-2002 relating to occupational diseases in 15 European countries. The objective is to report on statistical developments and the changes that have taken place regarding recognition and compensation. Accordingly, the task force set up within the European Forum of Insurances Against Accidents at Work and Occupational Diseases (see www.europeanforum.org), coordinated by EUROGIP, met in 2007. Extensive work still remains to be performed concerning the most frequent occupational diseases in Europe.

Statistical assessment of the "machinery" risk

The survey, undertaken at the request of INRS*, aims to assess how this risk has evolved with the implementation of directives 98/37/EC ("machinery directive", formerly 89/392/EEC) and 89/655/EEC (use of work equipment), as supplemented. It covers the evolution of the structure of occupational injuries related to the "machinery" risk and analyses the research performed on this subject, at the European level and in the various countries. It can already be said that, on a long-term basis, occupational injuries related to machinery have generally declined in absolute value and proportionally (rate of occurrence and frequency) in the various Member States. Some sectors and certain types of machinery still remain more accident-prone than others.

Finally, the difficulty is to gauge the respective weights of the various factors that have contributed to this decline.

see page 2



HIGHLIGHTS OF EUROGIP ACTIVITY IN THE YEAR 2007

“Working Environment” Topic Centre

EUROGIP has taken part in the work of the “Working Environment” Topic Centre of the European Agency for Safety and Health at Work since this organisation was set up in 2001. Its aim is to gather, assess and circulate information on current good occupational risk prevention practices in the EU countries.

In 2007, EUROGIP took part in twelve tasks of the Topic Centre’s work programme, the main subjects of which were risk assessment (theme of the 2008 European Week) and risk prevention for workers in the cleaning sector.

The subject of risk assessment was dealt with from three viewpoints: assessing and eliminating risk at source / making allowance for different situations (gender, age, part-time work, etc.) / including assessment in the management approach in

the same way as quality, environmental conservation, etc. The work entrusted to EUROGIP was varied:

- Coordinate the working group in charge of writing a report (to be published in 2008) on good risk assessment practices in Europe (18 initiatives, carried out in 11 countries) including “special” workers (the disabled, temporary workers, young people, senior citizens, etc.);
- Draw up case studies on various aspects of risk assessment, and on risk prevention for workers in the cleaning sector;
- Produce bibliographies concerning the subjects mentioned above;
- Write summary reports on particular types of risk assessment (road risk, telecommuting, biological agents);
- Collect links to enrich the website of the European Agency in Bilbao.

Coding of accidents at work: a European perspective

At the request of the Occupational Risks Department (DRP*), EUROGIP took part in research on the national introduction of Phase III of the harmonised European system ESAW for recording the causes and circumstances of accidents at work. A Community regulation currently in preparation will make the forwarding of harmonised national data compulsory.

The framework directive [89/391/EEC of the Council of 12 June 1989] asked the Commission to carry out harmonisation of the data on accidents at work. This is the purpose of ESAW, European Statistics on Accidents at Work, which aims to “collect Union-wide comparable data on accidents at work and establish a database.”

At the end of 2007, EUROGIP performed a survey on the procedures for introduction of Phase III of ESAW in Germany, Belgium, Spain, Finland, Italy and Sweden. Since the systems for recording accidents at work vary from one country to another, various solutions were adopted in response to an identical obligation.

Among the common features of the countries studied, it can be observed that the introduction of ESAW led to an almost com-

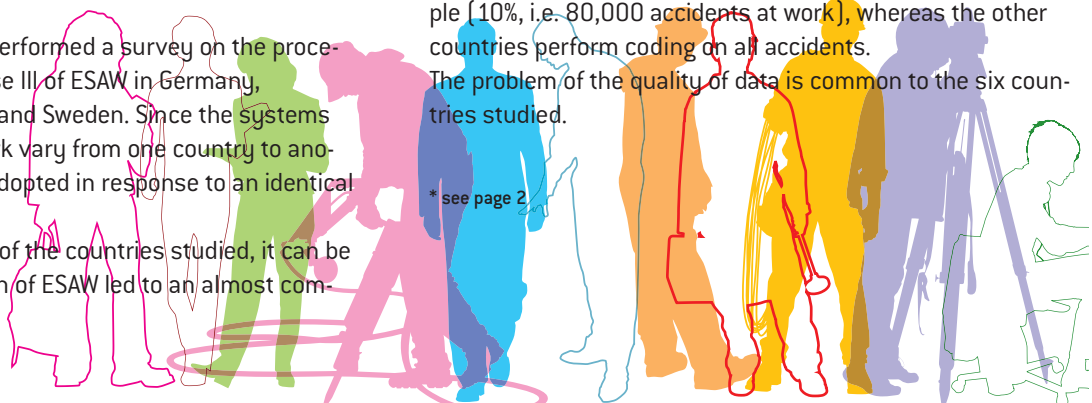
pulsory change in the work accident report and the development of computerised systems, in particular via the dematerialisation of the work accident report. The differences from one country to another concern the employer’s role in coding. In Spain the employer is closely involved in coding, and to a lesser extent in Belgium also. In Italy and Germany the employer takes no part in coding.

Moreover, under European rules only occupational accidents resulting in more than three days off work should be coded according to the ESAW methodology; which is done by Italy and Germany. Spain and Belgium have chosen to perform coding as of 1 day off work, so as to obtain more detailed data for prevention purposes.

Finally, only Germany has chosen to perform coding on a sample (10%, i.e. 80,000 accidents at work), whereas the other countries perform coding on all accidents.

The problem of the quality of data is common to the six countries studied.

* see page 2



HIGHLIGHTS OF EUROGIP ACTIVITY IN THE YEAR 2007

A Good Practice Guide for the Commission

In July 2007, the European Commission invited tenders for the preparation of a Good Practice Guide with a view to better understanding and application of the “temporary or mobile construction sites” directive. EUROGIP, having performed an evaluation of this same directive in 2004 under a European contract, submitted a tender. In November 2007 it learned that its tender had been selected.

The assignment, to be carried out over a period of 18 months, involved preparing a Good Practice Guide of a non-binding and modular nature. For this purpose, EUROGIP formed a team of experts (one French, one English, one German and one Portuguese) who are specialists in the subject. The guide will allow the various players in the construction sector, referred to by the 92/57/EEC directive, to:

- understand the responsibilities and roles of each player, as provided for by the directive;
- prepare the various compulsory documents required on a construction site, such as prior notice, the safety and health plan or again the monitoring file;
- appreciate the importance of risk prevention and allow for it as of the project design stage, and then during project performance;
- manage situations of cascade subcontracting and concurrent work on site while ensuring optimum working conditions for the employees, and assess the risks involved in such situations;
- choose the appropriate work equipment according to the work to be performed, but also good personal protective equipment in case the collective measures were not adequate.

The 5th “standardization experts” seminar

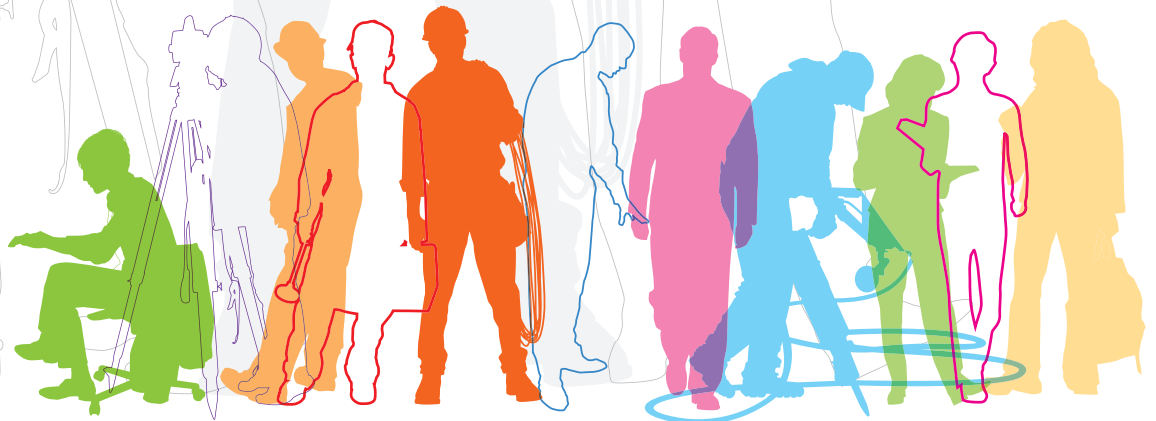
EUROGIP provides information and training for the experts involved in standardization, whose work it coordinates. This takes place chiefly at a biennial meeting. On 28 and 29 November 2007, for example, a seminar on the theme “To stay informed, discuss and get to know one another better” brought together more than 40 experts.

In 2007, EUROGIP organised the 5th seminar for the standardization experts of the OH&S Network of the Occupational Injuries Branch*.

This was an opportunity, in particular, to present the strategic guidelines for standardization activity adopted in November by the EUROGIP Board of Directors (see page 19). The participants were able to discuss the implementation of these guidelines during a workshop devoted to this subject.

A second workshop aimed at designing work methods and tools for better use of competencies - especially in ergonomics and maintenance design - by the experts when working out the standards. The participants also investigated ways of creating links between them to make their actions even more effective in the design of standards upstream and for their enforcement in the field downstream.

This seminar was also an opportunity to review topical issues, such as the new “machinery” directive (2006/42/EC).



HIGHLIGHTS OF EUROGIP ACTIVITY IN THE YEAR 2007

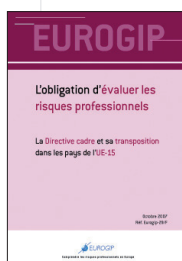
Publications in 2007



Biological risk incurred by employees in Europe - What scale? What prevention?

The EUROGIP survey reviews these questions on the basis of a bibliographic study and answers to the questionnaire sent to the competent organisations in the various European countries.

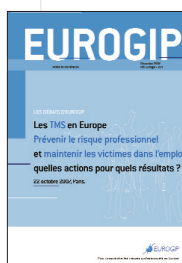
Report in French only available for order on www.eurogip.fr - Summary in English available for downloading free of charge from the Infobase section



The obligation to assess occupational risks - The framework directive and its transposition in the countries of the EU-15

(see page 22)

Thematic report - 12 pages - Ref Eurogip-29/E - for downloading free of charge from www.eurogip.fr from the Infobase section



Work-related MSD in Europe - Preventing risk and retaining those people affected in employment: what actions for what results?

(see page 21)

Proceedings of the EUROGIP Discussions of 22 October 2007 available in French only - 32 pages - Réf Eurogip-30/F - for order on www.eurogip.fr



Eurogip infos

The main article in the four issues published in 2007 concerned: occupational health and safety services, MSD, risk assessment and the impact of the Treaty of Lisbon on OH&S*.

Articles ("Grand angle") available in French only for downloading from www.eurogip.fr



Eurogip 2006 - Annual report

For downloading free of charge from www.eurogip.fr

Occupational health and safety in the construction sector (Spain, France, Portugal)

Discussions concerning four major occupational health and safety problems faced in the construction sector: falls from a height, MSD and backaches, asbestos-related diseases, and interculturality. Proceedings of the round table meeting co-organised by EUROGIP and the CRAM* Midi-Pyrénées on 18 October 2006, at the Preventica show in Toulouse.

Thematic report available in French only - 12 pages - Réf Eurogip-26/F - for downloading from www.eurogip.fr from the Infobase section

Legislation on work in very hot summer weather in five states that are neighbours of France

No temperature indication is given in the French labour code ["Code du Travail"]. What is the case for our neighbours in Belgium, Luxembourg, Germany, Italy and Spain?

Thematic report available in French only - June 2007 - 4 pages - Réf Eurogip-28/F - for downloading from www.eurogip.fr from the Infobase section

A series of 13 new "machinery" analysis sheets

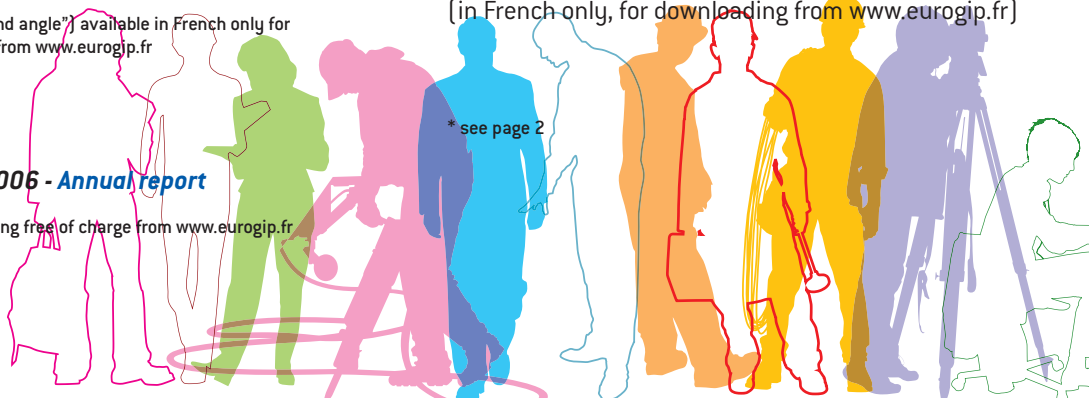
With the support of the relevant experts of the OH&S Network of the Occupational Injuries Branch*, EUROGIP publishes sheets analysing the "machinery" standards from the prevention viewpoint.

Sheets available in French only for downloading from the Normabase section on www.eurogip.fr

2 THEMATIC REPORTS UPDATED IN 2007

Musculoskeletal disorders in Europe - Definitions and statistical data (in English, for downloading from www.eurogip.fr)

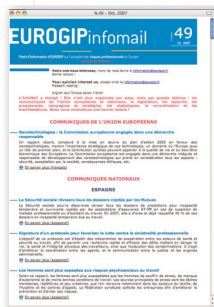
European law on health and safety in the workplace (in French only, for downloading from www.eurogip.fr)



* see page 2

THE OTHER SALIENT EVENTS IN THE ACTIVITY 2007 IN SHORT

INFOMAIL AND EUROGIP LES ECHOS



Since the October 2007 issue, **InfoMail**, the monthly electronic newsletter on occupational risk news in Europe, has expanded. It

is now organised by major themes: European Union and national news releases, legislation, reports, programmes, campaigns and strategies, statistics, standardization and events. The InfoMail has seen constant growth in the number of subscribers since its launch at the end of 2002.



The other electronic newsletter, **EUROGIP les Echos**, for an institutional audience, has also changed. Launched at the end of 2004, it was

intended solely for those members of the OH&S Network of the Occupational Injuries Branch* who requested it. The page setting has been changed, and the letter is now available free of charge from the EUROGIP website.

Subscription to the newsletters from www.eurogip.fr

MONITORING ACTIVITY

Monitoring is an important part of EUROGIP's activity, involving:

- watching news in regulations regarding prevention and insurance of occupational injuries from European authorities and the other EU Member States;
- observing any structural changes in the prevention and insurance organisations of ;
- reviewing news of publications, survey results, events etc. relating to occupational risk.

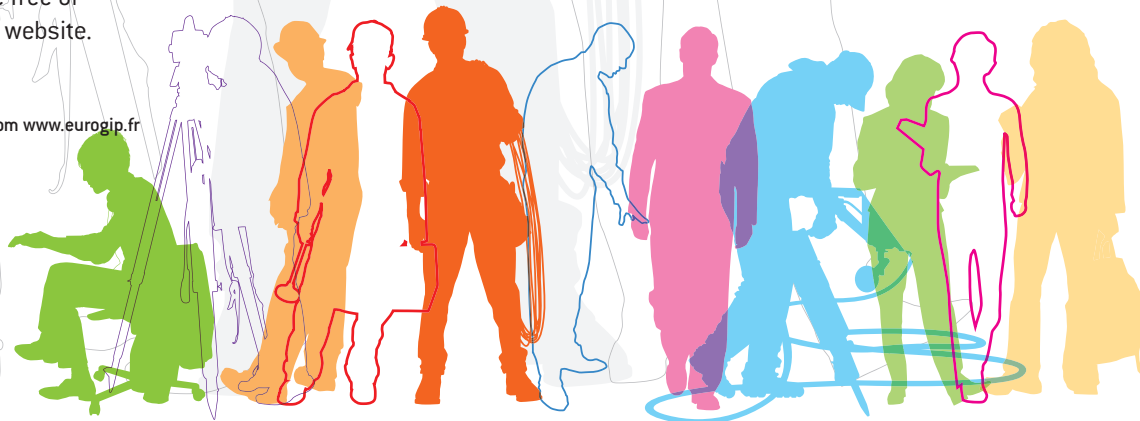
EUROGIP also performed a more targeted watch on the subject of occupational cancers in 2007, as part of the institutional project of the Occupational Injuries Branch on this subject.

FOLLOW-UP AND COORDINATION OF ENQUIRIES ON DRAFT STANDARDS

The follow-up and coordination of enquiries performed by EUROGIP on draft standards submitted for enquiry are very precious to enable the OH&S Network to issue a collective opinion, which will therefore have more weight at the European and international levels. In 2007, the enquiries involved 265 members of the Network who expressed an opinion on 27 draft standards in the following sectors: building products (12); construction machinery, lifting, handling (4); safety of machinery (4); ergonomics (2); biology, chemicals, ventilation (2) and miscellaneous (2).

SYSTEM FOR REPORTING OH&S PROBLEMS

This system, enabling feedback from the field, expanded strongly in 2007, with a total of 17 sheets issued by the CRAM funds*. Eight of these sheets have a direct link with standardization. Two sheets relating to lifts of the goods lift type led to a decision by French standardization association AFNOR, at the written request of EUROGIP, to cancel old experimental standards that have become inappropriate.



THE OTHER SALIENT EVENTS IN THE ACTIVITY 2007 IN SHORT

COORDINATION OF NOTIFIED BODIES

The coordination of the notified bodies for regulatory certification of machinery and for personal protective equipment (PPE) is an activity clearly defined by the agreements signed each year with the Ministries of Labour and Agriculture. Within this framework, EUROGIP organises meetings with the notified bodies to apply the procedures for assessment of conformity with the 98/37/EC and 89/686/EEC directives, as amended. These meetings are an opportunity to provide extensive information on meetings between Member States, to solve outstanding technical issues, to determine joint positions for the French bodies and to prepare the French positions to be put forward at the European level.

In the field of PPE, in 2007 EUROGIP organised two meetings of the General Committee which brings together the 15 notified bodies.

In the field of machinery and safety components, EUROGIP organised eight meetings: two meetings of the General Committee and six sector group meetings. Revision work was continued on sheets rendered obsolete or unnecessary by the publication of harmonised standards giving a presumption of conformity with the requirements of the directive. The General Committee and the sector groups undertook to identify the changes brought about by the 2006/42/EC directive (which will replace the current directive at the end of 2009). The changes concern all parts of the directive, articles and annexes. The 2006 directive introduces a new procedure for assessing the conformity of machinery, called "Complete Quality Assurance".

EUROSHNET

EUROGIP is a member of the steering committee of Euroshnet, the European network of OH&S experts/institutions involved in standardization, testing and certification, with the objective of defining joint positions on the questions dealt with. In 2007, it contributed, in particular, to preparation of Euroshnet's third European conference, which will be held in Cracow (Poland) in September 2008 on the theme of "Safer products for competitive workplaces". EUROGIP also contributed to the improvement and coordination of the www.euroshnet.org website and the site's "General questions" discussion forum.

DEVELOPMENT OF THE WEBSITE

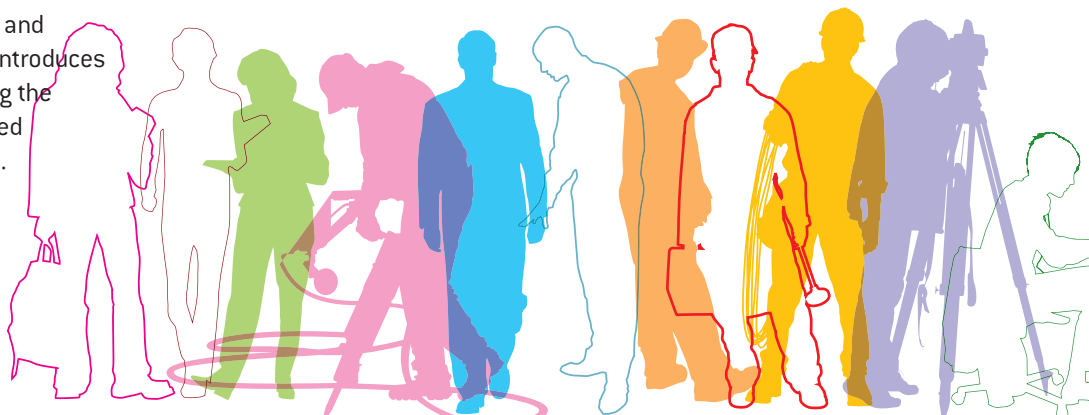
In 2007, the website continued to develop. In particular, various documents were published online to offer an increasing amount of useful information on the subject of occupational risks in Europe. In addition, in the field of standardization (see Normabase), a new section provides access to draft standards relating to occupational health and safety.

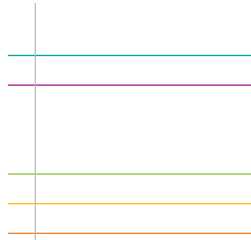
In 2007, an average of 3500 visits and 30,000 pages consulted per month was recorded.

PRESS RELATIONS

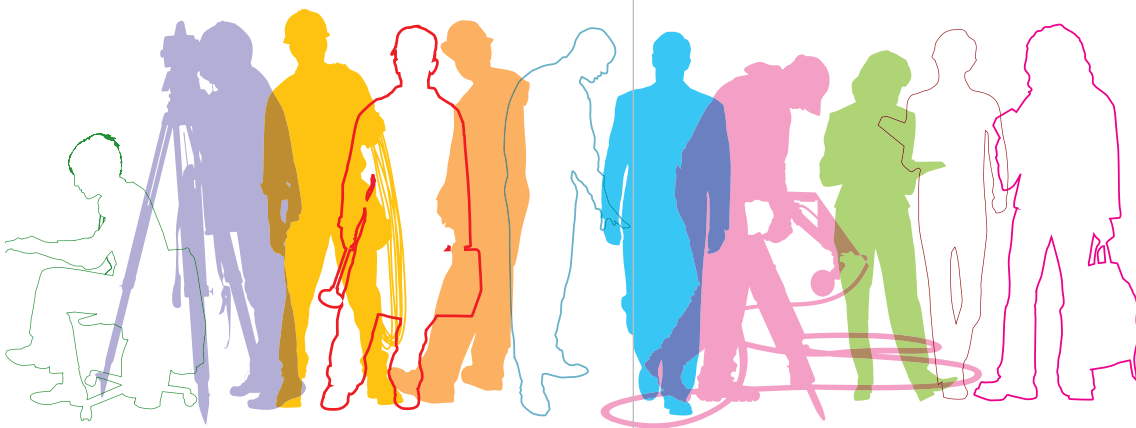
On the occasion of the EUROGIP Discussions of 22 October on work-related MSD in Europe, about fifty articles appeared in the written press and on Internet, either in the form of a news flash to announce the meeting or a longer article to report the conclusions of the Discussions.

For the publication of the report on biological risk in Europe, a press release was also sent out and numerous articles were published in various media: Face au risque, Techniques hospitalières, Enjeux, PreventActua (Belgium), la Lettre de l'environnement, etc.





POUR COMPRENDRE LES RISQUES PROFESSIONNELS EN EUROPE
UNDERSTANDING OCCUPATIONAL RISKS IN EUROPE



EUROGIP

55, rue de la Fédération - F- 75015 Paris

Tel. : +33 (0)1 40 56 30 40 - Fax : +33 (0)1 40 56 36 66

Web : www.eurogip.fr